

ACTION URGENTE

LE HARCÈLEMENT D'UN MILITANT ET DE SA FAMILLE DOIT CESSER

Le militant azerbaïdjanais des droits humains et ancien prisonnier d'opinion Ilkine Roustamzade et sa famille sont la cible de menaces et de harcèlement depuis qu'il a lancé une pétition demandant au gouvernement de fournir la sécurité sociale aux personnes touchées par le COVID-19.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ilham Aliyev

Président de l'Azerbaïdjan

19 Istiqlaliyyat Street Baku AZ1066, Azerbaïdjan

Veillez utiliser le formulaire en ligne : https://en.president.az/letters/new_form

Facebook : <https://www.facebook.com/PresidentIlhamAliyev/>

Twitter : <https://twitter.com/presidentaz?lang=en>

Monsieur le Président,

*Je vous écris pour exprimer ma vive préoccupation concernant la campagne de harcèlement que subissent actuellement le défenseur des droits humains et ancien prisonnier d'opinion **Ilkine Roustamzade** et sa famille.*

Ilkine Roustamzade a commencé à recevoir des menaces anonymes le 29 mars, après avoir lancé une pétition appelant le gouvernement à fournir des aides sociales aux personnes touchées par la pandémie de COVID-19. Une personne utilisant un compte anonyme sur les réseaux sociaux a menacé de publier des photos intimes de l'épouse d'Ilkine Roustamzade s'il ne retirait pas cette pétition. À la suite de son refus de céder, les clichés accompagnés du nom et du numéro de téléphone de sa femme ont été diffusés sur Internet et sur un site d'escort-girls. Il semblerait qu'une campagne de dénigrement coordonnée et financée ait en outre été lancée contre Ilkine Roustamzade sur des pages Facebook payantes et d'autres sites demandant un paiement pour intégrer des publications.

Le 8 avril, des policiers ont perquisitionné le domicile des parents d'Ilkine Roustamzade et emmené son père au poste de police du district de Khatai, à Bakou. Il a été relâché peu après sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui.

Ilkine Roustamzade a déjà été harcelé par les autorités en raison de son militantisme pacifique. En 2013, il est devenu prisonnier d'opinion : arrêté pour des accusations forgées de toutes pièces, il a passé six ans en prison.

À la lumière de ce qui précède, je vous prie instamment :

- **de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser immédiatement tous les actes de harcèlement, menaces et tentatives d'intimidation visant Ilkine Roustamzade et ses proches ;**
- **de diligenter une enquête indépendante et impartiale, dans les plus brefs délais, sur les menaces, le harcèlement, les atteintes à la vie privée et la campagne de dénigrement que subissent Ilkine Roustamzade et sa famille, et de veiller à ce que les responsables présumés de ces agissements soient traduits en justice.**

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Militant puis membre de NIDA, un mouvement de jeunes en faveur de la démocratie, Ilkine Roustamzade a été arrêté en mars 2013 sur la base de fausses accusations de hooliganisme. Il avait, selon certaines sources, diffusé une vidéo satirique sur YouTube. Les autorités l'ont par la suite accusé également d'incitation à la violence et d'organisation de troubles massifs pour avoir planifié un rassemblement de protestation pacifique en 2013. En mai 2014, il a été condamné à huit années d'emprisonnement à l'issue d'un procès inique, en même temps que sept autres membres de NIDA. Il a passé six ans en prison et a été libéré le 17 mars 2019 à la suite d'une grâce présidentielle, sans toutefois que sa condamnation inique ne soit annulée.

Le 7 mars 2019, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a statué qu'Ilkine Roustamzade avait été détenu illégalement, en violation de l'article 5.1 de la Convention européenne des droits de l'homme, relatif au droit à la liberté et à la sûreté.

Récemment, les autorités azerbaïdjanaises ont profité de la pandémie de COVID-19 pour accroître la répression des personnes qui les critiquent. Le 19 mars 2020, lors de ses vœux à la nation pour la fête de Novrouz Bayrami, le président Ilham Aliev a annoncé de « nouvelles règles » pendant la pandémie de COVID-19, visant notamment à « isoler » l'opposition politique déjà fragmentée et à en « débarrasser » l'Azerbaïdjan (<https://en.president.az/articles/36212>). À la suite de ce discours, plusieurs militants politiques et de la société civile ont été arrêtés pour des motifs fallacieux, notamment le militant d'opposition Tofiq Yagoublou, qui a été accusé de hooliganisme (<https://www.amnesty.org/fr/documents/EUR55/2029/2020/fr/>) et le défenseur des droits humains Elchine Mammad, poursuivi pour « vol » (<https://www.amnesty.org/fr/documents/eur55/2069/2020/fr/>).

Alors que les arrestations et les poursuites visant des détracteurs pour des raisons politiques continuent, l'Azerbaïdjan reste fermé à tout contrôle de la situation des droits humains. Les observateurs internationaux de cette situation, dont Amnesty International, ne sont pas autorisés à se rendre dans le pays depuis plusieurs années.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : azéri, anglais, russe
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 21 mai 2020
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Ilkine Roustamzade (il)